

Aide mémoire
Mission d'identification de l'Agence de Planification et de Coordination du
NEPAD en République du Niger

1. Du 12 au 16 Octobre 2010, une mission d'identification¹ de l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD s'est rendue à Niamey au Niger.

L'objectif de la mission était de prendre contact avec les autorités nigériennes et l'ensemble des partenaires intervenant sur le terrain pour:

- S'informer de la situation de crise alimentaire auquel le Niger est confronté et les actions concrètes entreprises sur le terrain (ou en cours de préparation) en vue de faire face a la situation ;
- S'informer sur le type d'appuis que l'Agence du NEPAD pourrait apporter et leur valeur ajoutée par rapport à ce qui se fait déjà (ou est en cours de préparation) ;
- Convenir ensemble d'actions immédiates à entreprendre dans le cadre de la sécurité alimentaire ;
- S'informer sur l'état d'avancement du processus post-pacte du PNIA Niger.

En plus des objectifs ci-dessus définis, la mission :

- a participé à l'atelier national de validation du Cadre Stratégique d'investissement dans le domaine de la gestion durable des terres dans le cadre du programme TerrAfrica ;
- a eu des échanges avec différents partenaires sur le projet de Conférence internationale sur la sécurité alimentaire que le Niger compte organiser.

2. Les membres de la mission remercient le Gouvernement de la République du Niger pour son accueil chaleureux et le bon déroulement de la mission. Ces remerciements s'adressent en particulier aux premiers responsables du Ministère de l'Eau de l'Environnement et de la lutte contre la désertification et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, pour l'audience accordée à la mission et les orientations qu'ils ont bien voulu prodiguer. Les remerciements vont également à l'endroit des Partenaires au Développement², des organisations de la société civile³ et des services déconcentrés⁴ de l'Etat, qui n'ont ménagés aucun effort pour recevoir la mission et partager leurs expériences en matière d'intervention dans le domaine de la sécurité alimentaire. La mission tient à exprimer toute sa gratitude au Secrétariat Exécutif de la Stratégie de Développement Rurale (SDR) pour la très bonne préparation de la mission et l'organisation de l'ensemble des rencontres, ce qui a permis à la mission d'atteindre les objectifs attendus.
3. Une séance de briefing sur les objectifs de la mission a eu lieu le 12 octobre 2010 entre les membres de la mission et le Secrétariat Exécutif de la SDR. Cette séance de travail, qui a été suivie le 13 octobre par une réunion conjointe avec les Secrétaires Généraux du Ministère de l'Eau de l'Environnement et de la lutte contre la désertification et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, a permis i) de faire le point sur la situation de crise

¹ La mission était composée de M. Ousmane Djibo, Conseiller en Agrobusiness et coordonnateur de TerrAfrica (chef de mission), Mme Angelline Rudakubana, Conseillère en Partenariat (membre de la mission), M. Ibrahim Gourouza, Assistant Spécial du Secrétaire Exécutif du NEPAD (membre de la mission).

² Banque Mondiale, le PNUD, la Délégation de l'Union Européenne, la FAO, la GTZ, La Coopération Espagnole, le PAM

³ Le Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) et la Plate Forme Paysannes du Niger

⁴ Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

alimentaire que le Niger a connu ; ii) de s'informer sur les actions, qui ont été menées sur le terrain jusqu'à présent pour faire face à la crise ; iii) et de faire le point sur les domaines d'intervention, dont le Gouvernement du Niger souhaiterait bénéficier du NEPAD en complément des actions entreprises par les autres partenaires sur le terrain.

Ces différents aspects ont été ensuite approfondis et complétés au cours des rencontres suivantes avec les différents acteurs.

Principaux résultats de la mission

4. Les domaines potentiels d'appui du NEPAD au Niger.

4.1 Dans le domaine de la Gestion Durable des Terres (GDT)

- La mise en place de projets à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour la réalisation de travaux de restauration et de conservation des eaux et du sol, tels que la réalisation de cordons pierreux, de diguettes pour la récupération de terres agricoles dégradées, le désensablement de marres pouvant être empoisonnées, etc. Cette approche permettra ainsi de créer de l'emploi et de distribuer des revenus à travers un système de *cash for work*.
- L'extension des projets GDT à des zones sévèrement touchées par la crise alimentaire.

4.2 Dans le domaine de la pêche

- Le Niger dispose d'une Stratégie Nationale Pêche, qui a déjà identifié au plan national des plans d'eau, qui pourraient servir pour la production aquacole. L'appui du NEPAD dans ce domaine à travers le projet *Partnership for African Fisheries* (PAF) pourrait consister à sélectionner au niveau de ces sites des plans d'eau à empoisonner.
- Pour ce faire les populations riveraines de ces sites devront être formées aux i) techniques de l'aquaculture, ii) aux techniques de transformation et de conservation du poisson (séchage et fumage du poisson) et iii) la commercialisation et l'accès au marché locale devra être facilité.
- La production aquacole contribuera à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en créant des emplois et des revenus additionnels, mais aussi contribuera la sécurité nutritionnelle en améliorant la valeur nutritionnelle des repas à travers l'apport additionnel en protéine contenu dans le poisson.

4.3 Dans le domaine de la nutrition

- Un mémorandum d'accord de partenariat a été conclu entre l'Agence de Planification et de Coordination NEPAD et le Programme Alimentaire Mondiale, dans lequel il est

prévue que le NEPAD déploie un(e) assistant(e) technique senior en nutrition auprès du bureau du PAM a Niamey.

- A l'heure actuelle, compte tenu de la situation sur le terrain, il apparait nécessaire de revoir les termes de référence de l'assistant(e) technique. Au lieu que l'assistance technique soit apporté au PAM, il ressort des échanges que nous avons eu le Bureau du PAM à Niamey, qu'elle soit plutôt déployée auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, qui dispose d'une division chargée de la nutrition.
- Ainsi la principale tache de l'assistant(e) technique serait d'aider le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage à entreprendre une réforme institutionnelle, qui devrait aboutir à la mise en place d'une Direction Générale de la Nutrition, avec le personnel nécessaire pour accomplir le travail attendu de cette Direction. La dimension interministérielle de la question nutritionnelle devra être prise en compte. Cette réforme institutionnelle est plus que nécessaire au vue de l'importance du déficit nutritionnel auquel une large majorité de la population nigérienne fait face, notamment les enfants de moins de 5 ans.

4.4 Autres actions d'appui directes

- Appui a la reconstitution du Cheptel dans les zones ayant subi de tres fortes pertes de bétail du au manque de fourrages et a la sécheresse ;
- Appui a la reconstitution du stock stratégique national de sécurité alimentaire
- Renforcement des capacités des différentes structures en charge de la collecte et de la diffusion de l'information sur les questions de sécurité alimentaire pour assurer une meilleure prévention des risques
- Facilitation des liens entre le Niger et AGRA notamment à travers les programmes d'amélioration de la fertilité des sols, l'initiative de gestion de ressources en eau, l'amélioration des modes de stockage post- récolte.
- Appui a l'approvisionnement des banques de céréales existantes et a la création de nouvelles banques de céréales dans les zones les plus affectées. Ces céréales seront destines a des opérations échelonnées de ventes a prix social au profit des populations à faible revenu
- Facilitation des échanges intra-communautaires conformément aux textes adoptés au niveau régional
- Appui à la coordination des Partenaires techniques et financiers en partageant les bonnes pratiques existant dans d'autres pays sur le continent.

5. **L'atelier National de validation du Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des terres au Niger**

Les recommandations suivantes ont été faites par l'atelier pour améliorer la qualité du document.

Il a été recommandé par la mission que :

- L'on procède à une priorisation réaliste des actions à mettre en œuvre. Ce qui devra permettre de revoir à la baisse le coût élevé du budget.
- la table ronde des partenaires prévue pour la mobilisation du financement pour la mise en œuvre du CSIN-GDT soit combinée avec celle du PNIA, étant donné que les activités du CSIN-GDT font partie intégrantes du PNIA du Niger ;
- Le business meeting proposée par la mission dans la feuille de route du processus post-pacte prendra donc en compte cette activité.

Entre autre recommandation les participants à l'atelier ont proposé de :

- Réduire le nombre d'indicateurs de résultats (200 initialement) pour faciliter le suivi-évaluation
- D'approfondir les aspects sociaux de la GDT
- De faire ressortir le rôle des organisations de la société civile dans la GDT

6. Recommandations portant sur le processus post-pacte du PNIA

- La mission d'identification du NEPAD a pris connaissance des recommandations, qui ont été faite par i) la mission d'appui de la FAO, qui s'est déroulée du 5 au 17 août 2010; ii) la mission d'appui d'experts de la Commission de l'Union Africaine (CUA)/NEPAD et de la Commission de la CEDEAO, qui a lieu du 15 au 19 septembre 2010 et iii) la revue technique indépendante conduite sous l'égide du CUA/NEPAD/CEDEAO.
- La mission NEPAD regrette le fait que les deux premières missions FAO et CUA/NEPAD/ECOWAS n'aient pas été faites conjointement, ce qui aurait permis d'aboutir à des recommandations communes harmonisées, facilitant amplement la finalisation du PNIA du Niger.
- Sur la base de l'analyse des trois recommandations faites par les différentes missions citées ci-dessus et après concertation avec les différentes parties concernées, la mission d'identification du NEPAD suggère la prise en compte des recommandations suivantes :
 - a) L'adoption de la structure des Plans Nationaux d'Investissement Agricole tels que validés par l'atelier régional de la CEDEAO, qui s'est tenu au mois d'avril à Cotonou.
 - b) L'identification des sources de croissance avec l'appui encouru de l'IFPRI, devra permettre de cibler les filières agricoles porteuses pour le Niger et aider à la priorisation des interventions dans ce domaine.

- c) La nécessité de définir les priorités au sein des programmes et sous-programmes à prendre en compte dans le PNIA/SDR et établir un séquençage de leur mise en œuvre. L'appui de la mission FAO sera appréciable dans cet exercice.
- d) Mobiliser l'appui de la mission FAO pour la finalisation i) du costing des différentes activités du PNIA ; ii) des indicateurs⁵ clés de résultats et du dispositif de suivi-évaluation.
- e) Parallèlement au processus PNIA, un Plan d'Action National de Sécurité Alimentaire est en cours d'élaboration au Niger. Compte tenu de la décision de la 6eme Plateforme de Partenariat du PDDAA, suggérant que les PNIA soient des Plans Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire, la Mission recommande que le PANSa soit intégré dans le PNIA du Niger avant la finalisation de ce dernier.

7. La Conférence Internationale sur la Sécurité Alimentaire :

A l'origine la Conférence Internationale sur la Sécurité Alimentaire était une activité inscrite dans le programme d'activité 2010 de la représentation de la FAO avec un appui financier de la Coopération Espagnole au Niger. Depuis, cette idée a évolué et a pris une autre envergure.

Ce nouveau développement suscite beaucoup d'interrogations au niveau de plusieurs partenaires que nous avons rencontrés, et qui porte notamment sur :

- Le champ de couverture thématique de la conférence. Ainsi, certains partenaires souhaiteraient entre autres la prise en compte du thème de la nutrition, tandis que pour d'autres l'ancrage institutionnel de la conférence au niveau du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage lui donnerait une couverture thématique restreinte. D'aucun suggère de l'ancrer au niveau du Premier Ministère ;
- Concernant la date de la première quinzaine de décembre pour la tenue de la conférence, compte tenu du contexte politique et des différentes échéances électorales à venir, plusieurs partenaires sont d'avis qu'il faut reporter la conférence pour le premier trimestre 2011 ou après les élections présidentielles d'avril 2011, une fois que le nouveau gouvernement sera en place, afin de créer les conditions favorables pour une mise en œuvre effective des résultats de la conférence.

Aussi pour éviter que cette conférence ne soit une conférence de plus :

La mission recommande que l'on prenne le temps d'apporter des réponses à l'ensemble des préoccupations ci-dessus soulevées et que l'ensemble des parties prenantes s'entendent sur le contenu de la conférence et les objectifs recherchés, afin d'assurer un réel succès.

⁵ Des indicateurs combinés de sécurité alimentaire et de nutrition doivent être pris en compte à ce niveau.

Annexe 1 : Proposition de feuille de route pour la finalisation du Pacte PNIA du Niger et l'organisation du Business meeting

Niger	<p>1. <u>Date de signature de la charte PDDAA: 29-30 Septembre 2009</u> 2. Secretariat exécutif de la SDR: Personne focale du PDDAA: MAIKOREMA, Zeinabou</p> <p style="margin-left: 20px;">- <u>Institution chef de file: Secretariat exécutif de la SDR</u> -</p>
--------------	---

Objet	Activités /Taches	Responsabilités du Govt (Equipe pays PDDAA)	Principal acteur d'appui	délai Date limite	Remarques
1. Developper le plan et programme national d'investissement agricole	1.1 Finalisation de l'étude IFPRI en cours sur l'identification des sources de croissance -	Facilitation du processus	IFPRI	Début Nov. 2010	<p>Cette étude permettra d'identifier les filières agricoles à promouvoir et à faire une priorisation des actions à entreprendre.</p> <p>Ce travail technique est outil d'aide à la décision politique. La décision finale sur les filières prioritaires a promouvoir dépendra également de certaines considérations socio-politiques.</p>
	1.2 Prise en compte des recommandations issues de i) la revue externes indépendante CUA/NEPAD/CEDEAO, ii) de la mission des experts et iii) de la mission FAO (pour certaines recommandations)	Rôle de coordination de l'équipe pays et du SE de la SDR	Equipe Pays du PDDAA	Jusqu'au 14 Nov. 2010	

Objet	Activités /Taches	Responsabilités du Govt (Equipe pays PDDAA)	Principal acteur d'appui	délai Date limite	Remarques
	1.3 définition des priorités au sein des programmes et sous-programmes à prendre en compte dans le PNIA/SDR et établir un séquençage de leur mise en œuvre	Coordination interministérielle par le Secretariat Executif de la SDR avec la contribution des autres ministères en charge du développement rural et des différents groupes d'acteurs	IFPRI, FAO	1 ^{er} au 7 Nov 2010	
	1.4 Intégration des activités planifiées au niveau du PANSA et du CISN-GTS	Coordination interministérielle par le Secretariat Executif et appui de l'équipe PDDAA.	Membre mission FAO travaillant sur le PANSA	1 ^{er} au 7 Nov. 2010	
	1.5 Réévaluation du budget (costing) du nouveau plan d'investissement révisée.	Coordination interministérielle par le Secretariat Executif de la SDR	FAO	8 au 14 Nov. 2010 des finalisations du nouveau plan d'investissement	
	1.6 Finalisation du cadre de suivi-évaluation du Plan d'investissement ainsi que des indicateurs clés d'impact	Coordination interministérielle par le Secretariat Executif de la SDR	FAO	8 au 14 Nov. 2010	

Objet	Activités /Taches	Responsabilités du Govt (Equipe pays PDDAA)	Principal acteur d'appui	délai Date limite	Remarques
2. Affinement du Plan d'investissement	Assurance qualité du Plan d'investissement	Coordination SE/SDR	AUC/NEPAD/ECOWAS	15 au 21 Nov. 2010	
3. Organisation du Business meeting	Business Meeting organisé 3.1 Considération des résultats de la mission d'appui externe 3.2 Préparation du Financement/Réunion de négociation 3.3 Tenue du Business meeting	Coordination SE/SDR Invitations Consultations préliminaires entre le groupe des PTFs, des OSC et du secteur privé aussi bien sur les aspects techniques que financiers	Appui de la CEDEAO pour l'organisation de la rencontre et des invitations Engagement/Appui politique de la CUA a tous les niveaux Groupe de PTF nationaux et autres partenaires	Planification de 2 jours de réunion 29 nov au 5 déc 14-15 Décembre	
4. Opérationnalisation de la mise en œuvre du programme	4.1 Négociations bilatérales de financement	Gouvernement – Ministère des Finances	Groupe des PTFs et les représentations bilatérales au niveau pays		En fonction des programmes spécifiques La CUA/NEPAD/CEDEAO ensemble avec les Partenaires au développement superviseront les négociations et encourageront des accords

Objet	Activités /Taches	Responsabilités du Govt (Equipe pays PDDAA)	Principal acteur d'appui	délai Date limite	Remarques
					financement catalyseurs
	4.2 Appui a la mise en œuvre: Opérationnalisation du système de Suivi-Evaluation et du cadre de responsabilité mutuelle	Gouvernement- Ministères de l'Agriculture, des Finances et autres département ministériels concernés	Equipe technique d'expert en relation avec la CEDEAO et le NEPAD Le canal de reporting de la CUA		La revue technique analysera déjà les instruments existants for le suivi-évaluation, la responsabilité mutuelle y inclus les déficits et les défis

Annexe 2 : Synthèse Situation alimentaire des zones vulnérables faisant l'objet de suivi permanent depuis par le Service d'Alerte Précoce

REPUBLIQUE DU NIGER

CABINET PREMIER MINISTRE

CELLULE DE COORDINATION DU SYSTÈME D'ALERTE PRECOCE

SYNTHESE SITUATION ALIMENTAIRE DES ZONES VULNERABLES FAISANT L'OBJET DE SUIVI PERMANENT PAR LE SAP (2010)

Nombre de zones suivies	<i>En 2010, 206 zones vulnérables totalisant 5.755.493 habitants repartis dans 6.130 villages ont été identifiées</i>
Nombre de zones dont les fiches de suivi permanent n'ont pas été reçues par le SAP	<i>68 fiches de suivi permanent, soit 33,0%, sont parvenues à la CC/SAP au titre du mois d'août 2010 contre 77,7% en juillet 2010, soit une diminution 44,7%</i>

RESULTAT DU SUIVI DE LA SITUATION ALIMENTAIRE JUIN - AOUT 2010

Situation alimentaire	Nombre de personnes concernées					Nombre de zones concernées					Liste de zones concernées (août 2010)
	juil-09	août-09	juin-10	juil-10	août-10	juil-09	août-09	juin-10	juil-10	août-10	
1- Zone critique	226 254	203 819	982 017	908 619	292 919	10	9	36	31	11	Kokorou/Téra; Dogon Kirya/Dogondoutchi; Azzeye/Abalak; Kabléwa/N'Guigmi ; Dargol/Téra ; Kellé (zone agricole)/Gouré ; Dan Kassari/Dogondoutchi; Baoudéta/Tessaoua; Tabalak/Abalak; Gothèye/Téra ; Kourni Koutchika/Matameye
2- Zone difficile	136 182	128 211	891 523	511 518	118 799	10	7	29	20	5	N'guigmi/N'Guigmi ; Dungass Nord et Est/Magaria ; Tamaya/Abalak ; Wamé/Mirriah ; Gamou Centre/Gouré
3- Zone présentant des signes d'alerte	136 154	257 365	1 039 574	856 295	108 050	8	20	43	37	7	Koré Maoroua/Dogondoutchi ; Tabelot/Tchirozérine ; N'Guelbeyi/Mainé Soroa ; Ichinawa/Matameye; Mirriah/Mirriah; Magaria/Magaria ; Dan Barto/Matameye ;
4- Zone calme	702 542	772 474	1 882 509	1 910 338	1 228 232	47	47	65	64	45	Iférouane/Arlit ; Kiéché/Dogondoutchi ; Dabaga/Tchirozérine ; Aderbissaat/Tchirozérine ; Chétimari Sud/Diffa ; Tchirozérine/Tchirozérine ; Chétimari Nord/Diffa ; Danet/Arlit ; Telemcès/Tchintabaraden ; Timia/Arlit ; Agadez Commune/Agadez Commune ; Bosso Dagaya/Diffa ; Gueskerou/Diffa ; Gougaram/Arlit ; Kao/Tchintabaraden ; Arlit/Arlit ; Goudoumaria/Mainé Soroa ; Mainé Soroa/Mainé Soroa ; Toumour/Diffa ; Guidimouni Nord/Mirriah ; Garagoumsa Nord/Mirriah ; Gouna/Mirriah ; Gafati Centre et Est/Mirriah ; Zermou/Mirriah ; Wacha Nord et Sud-Est/Magaria ; Mallaoua Sud-Est/Magaria ; Goutchi Sud et Est/Magaria ; Dogo Dogo Nord et Sud/Magaria ; Bandé Est/Magaria ; Yekoua Sud et Ouest/Magaria ; Tchinta/Tchintabaraden ; Guidiguir Nord-Ouest/Gouré ; Ourafane/Tessaoua ; Téra/Téra ; Bankilaré/Téra ; Hamdara/Mirriah ; Diagorou/Téra ; Kantché/Matameye ; Tassara/Tchintabaraden ; Tirmini Centre-Nord/Mirriah ; illia/Tchintabaraden ; Abalak/Abalak ; Tessaoua/Tessaoua ; Majirgui/Tessaoua ; Gouré/Gouré
Total	1 201 132	1 361 869	4 795 623	4 186 770	1 748 000	75	83	173	152	68	

REPUBLIQUE DU NIGER
CABINET PREMIER MINISTRE
CELLULE DE COORDINATION DU SYSTÈME D'ALERTE PRECOCE
CARACTERISATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES ZONES VULNERABLES FAISANT L'OBJET DE
SUIVI PERMANENT PAR LE SAP (2010)

Situation alimentaire	Caractéristiques des zones
1- Zone critique	<i>Situation alimentaire caractérisée par une réduction du nombre des repas, une consommation d'aliments de pénurie, une présentation inhabituelle des jeunes femelles reproductrices dans les marchés et une vente des biens personnels pour insécurité alimentaire. En outre, on observe dans ces zones des ventes des biens personnels et d'équipements de production ainsi que des migrations des ménages entiers dans presque tous les villages pour insécurité alimentaire.</i>
2- Zone difficile	<i>Situation alimentaire caractérisée par une réduction du nombre des repas, une consommation d'aliments de pénurie, une présentation inhabituelle des jeunes femelles reproductrices dans les marchés et une vente des biens personnels pour insécurité alimentaire dans beaucoup de villages dans quelques poches de ces zones.</i>
3- Zone présentant des signes d'alerte	<i>Situation alimentaire marquée par une réduction du nombre de repas journaliers, une consommation d'aliments de pénurie et une vente inhabituelle de jeunes animaux femelles pour insécurité alimentaire dans quelques villages.</i>
4- Zone calme	<i>Les indicateurs observés dans les zones en insécurité alimentaire ne sont pas observés, ou le sont de façon isolée</i>
<p><i>Les différentes zones ont été regroupées en quatre classes selon leur degré de crise alimentaire basé sur la notation consignée ci-dessus.</i></p> <p><i>§ Zones à situation alimentaire critique : la note des indicateurs du deuxième groupe est supérieure ou égale à 17. Il s'agit des zones où la situation alimentaire est caractérisée par une vente des biens personnels et d'équipements de production et surtout par des migrations de familles entières dans quelques poches pour insécurité alimentaire dans presque tous les villages ;</i></p> <p><i>§ Zones à situation alimentaire difficile : la note des indicateurs du deuxième groupe est comprise entre 16 et 8. La caractéristique principale à ce niveau est un début de vente des biens personnels et/ou de production pour insécurité alimentaire dans quelques familles dans quelques poches, ou quelques familles partout dans les zones.</i></p> <p><i>§ Zones présentant des signes d'alerte : la note des indicateurs du deuxième groupe est égale à 0.</i></p> <p><i>Pour toutes les classes ci-dessus, les indicateurs relatifs au groupe 1 (réduction du nombre de repas journaliers, consommation d'aliments de pénurie et vente inhabituelle des jeunes reproductrices) sont dans la plupart des cas, fortement dégradés.</i></p> <p><i>Enfin, pour mieux apprécier la situation qui prévaut dans les différentes zones vulnérables, les autres indicateurs relatifs aux prix des céréales et des animaux, aux situations des stocks (banques céréalières, coopératives, organismes, projets et ONG), aux approvisionnements en céréales, aux maladies à déclaration obligatoire, aux ressources en eau et fourragères ainsi qu'aux revenus des ménages sont également analysés pour renforcer les deux groupes d'indicateurs.</i></p>	

Annexe 3 : Programme de la mission d'identification du NEPAD – 12 au 17 Octobre 2010

Mardi 12 Octobre 2010	
09 :30	Arrivée de la mission
11 :00	Rencontre avec le Secretariat Executif de la SDR
15 :00	Rencontre au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Mercredi 13 Octobre 2010	
10 :30	Atelier National de validation du Cadre Stratégique d'Investissement dans le domaine de la Gestion Durable des Terres
14 :00	Rencontre avec les Secrétaires Généraux des Ministères en charges du développement rural
16 :30	Rencontre avec la Représentante résidente du PNUD
Jeudi 14 Octobre 2010	
08 :30	Rencontre avec la Délégation de l'Union Européenne
10 :00	Rencontre avec la Banque Mondiale
11 :00	Rencontre avec la FAO
15 :00	Rencontre avec le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises alimentaire
16 :30	Rencontre avec la GTZ
Vendredi 15 Octobre 2010	
08 :00	Rencontre avec la Coopération espagnole
09 :00	Rencontre au PNUD
10 :30	Rencontre avec le PAM
Samedi 16 Octobre 2010	
09 :00	Rencontre avec le Réseau des Chambres d'Agriculture et le collectif d'ONG
12 :00	Séances de débriefing avec le Secretariat exécutif de la SDR
18 :00	Rencontre avec la Plateforme paysanne du Niger

Annexe 4 : Termes de référence de la mission

L'objectif de la Mission

Prendre contact avec les autorités nigériennes et l'ensemble des partenaires intervenant sur le terrain pour:

- Evaluer la situation de crise, qui prévaut sur le terrain
- S'informer sur les actions concrètes entreprises sur le terrain (ou en cours de préparation) en vue de faire face à la situation
- S'informer sur la nature des appuis attendus de l'Agence du NEPAD et leur valeur ajoutée par rapport à ce qui se fait déjà (ou est en cours de préparation)
- Echanger sur les possibilités d'appui existantes au niveau de l'Agence du NEPAD et le rôle que celle-ci pourrait jouer
- Convenir ensemble d'actions immédiates à entreprendre

En plus des objectifs définis ci-dessus, la mission participera à l'atelier national de validation du Cadre Stratégique d'investissement dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre du programme TerrAfrica.

Cette mission sera également mise à profit pour s'informer sur le projet de *Conférence internationale sur la sécurité alimentaire* que le pays compte en vue de convenir des appuis que l'Agence du NEPAD pourrait apporter de la conceptualisation de la conférence, jusqu'à sa mise en œuvre en passant notamment dans la mobilisation des partenaires régionaux et internationaux.

Membres de la mission

- Dr Sloans Chimatiro
- Mme Angelline Rudakubana
- Mme Bibi Gyiose
- M. Ibrahim Gourouza
- M. Ousmane Djibo

Durée de la mission

Du 12 au 16 octobre 2010

Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

No	Nom et Prénoms	Organisations/Institutions	Contacts
1.	Général de Brigade Abdou Kaza	Ministre de l'Environnement de l'Eau et de la Lutte contre la Désertification	
2.	Issaka Issoufou	Secrétaire General du Ministère de l'Environnement de l'Eau et de la Lutte contre la Désertification	Issakissouf@yahoo.fr ;
3.	Boukari Diamoitou Guessibo	Secrétaire General du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	bdiamoitou@yahoo.fr
4.	Zeinabou Baderi Maikorema	Secrétaire Exécutive de la Stratégie de Développement Rurale	Se_sdr@yahoo.fr Tel. +227 20 73 34 22
5.	Arimi Mamadou Elh.Ousmane	Gestionnaire Base de Données SE-SDR	om_arimi@yahoo.com Cel. +227 96 88 82 09
6.	Hassane Hamani	Cellule Nationale CEDEAO Ministère de l'Intégration Africaine et des Nigériens de l'extérieur.	ekaranta10@yahoo.fr +227 20 72 32 45
7.	Amadou Alassane	Spécialiste principal des services agricoles, Banque Mondiale	aalassane@worldbank.org Cel. +227 96 96 20 60
8.	Saley Amadou	FAO	Amadou.saley@fao.org +227 72 53 62
9.	Koure Aliou	Consultant FAO	Akou54@yahoo.fr +227 96 96 34 46
10.	Abdou Chaibou	Chef d'équipe, Consultant FAO	cadanfouss@yahoo.fr +227 96 88 38 21
11.	Mondy Mamane Sani	Consultant FAO	+227 96 98 08 26
12.	Harouna Ibrahima	Directeur du Dispositif National de Prévention et de la Gestion des Crises Alimentaires	ibrahimkiria@yahoo.fr +227 96 87 75 85
13.	Werner Petuelli	Directeur du Bureau de la GTZ	werner.petuelli@gtz.de Tel. +227 722551
14.	Andrea wetzer	Coordonnatrice régionale LUCOP/GTZ	Andrea.wetzer@gtz.de Tel. +227 722551
15.	Mamadou Abdou Gaoh Sani,	Coordonnateur Unité Suivi-Evaluation et Communication LUCOP	mamadou.sani@gtz.de +227 96 98 13 34
16.	Khardiata Lo N'Diaye	Coordonnatrice du Système des Nations Unies, Représentante Résidente du PNUD au Niger	+227 20 73 21 04/09
17.	Rafael H. Garcia Fernandez	Coordinateur General de la Coopération espagnole au Niger	Otc.niger@aacid.es Tel. +227 20 35 06 45/85
18.	Gabriel Villarrubia Duret	Responsable projets Sécurité alimentaire au Niger	Salimentaria.niger@aacid.es Cel. +227 98 42 40 43
19.	Gianluca Ferrera	Directeur Adjoint du PAM, Niger	Gianluca.ferrera@wfp.org Cel. +227 90 00 14 34
20.	Youssouf Mohamed Elmoctar	Secrétaire General National du Réseau National des Chambre d'Agriculture du Niger (RECA)	recaniger@yahoo.fr mohamedelmoctar_y@yahoo.fr Cel. +227 96 26 02 62 / 90 28 09 20
21.	Souley Seyni	RECA	Gankori2006@yahoo.fr s.gankori@gmail.com Cel. +227 96 88 91 10
22.	Patrick Delmas	RECA	Patrick.delmas@reca-niger.org +227 90 56 51 74
23.	Djénéba Coulibaly	Goupement des aides privées	Alliancener-nature@yahoo.fr Cel. +227 96 88 80 40
24.	Idrissa Moumouni	Chargé de Planification Plateforme Paysanne du Niger	Idrissa.moumouni@gmail.com + 227 90 39 22 23

25.	Ramatou Abdou	Collège des femmes Plateforme Paysanne du Niger	thiermadialo@yahoo.fr Cel. +227 96 58 64 11
26.	Issaka Abdoulaye	Plateforme Paysanne du Niger	Issaka.siddo@gmail.com Cel. +227 90 45 37 70
27.	Amadou Attikou	Plateforme Paysanne du Niger	Ttikou123@yahoo.fr
28.	Amadou Mossi	Plateforme Paysanne du Niger	Amadou.mossi@yahoo.fr +227 90 41 87 58
29.	Patrick Monsengo Waty	CECI / Plateforme Paysanne du Niger	monsengowp@yahoo.ca +227 90 49 01 05